

**DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE****VILLE DE BASSE-TERRE**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX DE LA VILLE DE BASSE-TERRE, RELATIF A UNE PERMISSION DE VOIRIE A L'ENTREPRISE « SAS MAXILEVAGE » REPRÉSENTÉE PAR MONSIEUR DANIEL GENGOUL, SISE ROUTE DE BIS MAILHE- 97115 SAINTE-ROSE, AFIN DE PERMETTRE A L'ENTREPRISE « EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES-GUADELOUPE » D'ENTREPRENDRE DES TRAVAUX EN TOITURE DU BÂTIMENT DU COMMISSARIAT DE POLICE DE BASSE-TERRE, SITUÉ AU 40 RUE RÉPUBLIQUE, A L'AIDE D'UN CAMION GRUE MOBILE, LE SAMEDI 04 MARS 2023, DE 07 HEURES 00 A 18 HEURES 00.**

Le Maire de la Ville de BASSE-TERRE, Monsieur André ATALLAH ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2211-1, L 2213-1 et suivants ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1111-1 à L 1111-6 ;

VU le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants ;

VU le Code de la voirie routière et notamment les articles L115-1, L141-10, L141-11 et L141-12 ;

VU le code pénal ;

VU le Code de la route et les instructions interministérielles sur la signalisation routière (livre 1 – 8ème partie signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié)

VU l'état des lieux

CONSIDERANT la demande formulée en date du 14 Février 2023, par laquelle l'entreprise « **SAS MAXILEVAGE** » représentée par Monsieur Daniel GENGOUL, sise route de bis Mailhé, 97115 SAINTE-ROSE, sollicite un arrêté de Permission de Voirie, afin de permettre à l'entreprise « **EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES-GUADELOUPE** » d'entreprendre des travaux en toiture du bâtiment du Commissariat de Police de **BASSE-TERRE**, situé au 40 rue République, à l'aide d'un camion grue mobile, le Samedi 04 Mars 2023, de 07 heures 00 à 18 heures 00.

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : autorise une Permission de Voirie à l'entreprise « **SAS MAXILEVAGE** » représentée par Monsieur Daniel GENGOUL, sise route de bis Mailhé, 97115 SAINTE-ROSE, afin de permettre à l'entreprise « **EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES-GUADELOUPE** » de réaliser des travaux en toiture du bâtiment du Commissariat de Police de **BASSE-TERRE**, situé au 40 rue République, à l'aide d'un camion grue mobile, le Samedi 04 Mars 2023, de 07 heures 00 à 18 heures 00.

**ARTICLE 2** : L'entreprise « **SAS MAXILEVAGE** » sera chargée de mettre en place la main d'œuvre nécessaire pour assurer la fluidité du trafic et installer un dispositif de signalisation (panneaux, barrières, bandes) pour matérialiser ces dispositifs.

**ARTICLE 3** : La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée d'un jour, JOUR (1) jour calendaire.

L'ouverture du chantier est fixée au 04 Mars 2023, comme précisé dans la demande.

**ARTICLE 4** : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens.

**ARTICLE 5** : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire :

Elle peut être retirée tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, droit à indemnité.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

**ARTICLE 6** : Conformément à l'article L2131-9 du code général des collectivités territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe, dans un délai de DEUX (2) mois, à compter de son affichage et/ou sa publication.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur des Infrastructures et du développement durable du Territoire de la Ville de Basse-Terre ; Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de BASSE-TERRE ; Monsieur le Commandant de Police Nationale de BASSE-TERRE et toutes personnes placées sous leur autorité, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 10** : Ampliation à Madame la Cheffe du Centre Principal de Secours de la Région BASSE-TERRE.

Basse-Terre, le 28 FEV. 2023

Certifie exécutoire compte tenu

de sa notification, le 28 FEV. 2023

de sa publication et/ou son affichage, le 28 FEV. 2023

Fait à Basse-Terre, le 28 FEV. 2023

P/Le Maire André ATALLAH  
Le Conseiller Municipal Délégué  
à la Sécurité Publique,



Jean-François ISSA

P/Le Maire André ATALLAH  
Le Conseiller Municipal Délégué  
à la Sécurité Publique,



Jean-François ISSA